



Déclaration SNUipp CAPN du 13 mars 2012

Les résultats des mutations interdépartementales 2012 sont maintenant connus. Cette opération administrative, qui engage l'avenir professionnel et personnel de nombreux collègues, aura un goût amer pour la très grande majorité d'entre eux. Avec 25,12 % de satisfaction seulement, le verdict 2012 affiche un taux historiquement faible qui aggrave encore la chute constatée l'an passé. Bon nombre d'enseignants, essentiellement des femmes, ne pourront concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle et seront parfois contraints à se mettre en disponibilité, entraînant perte de salaire et ralentissement de leur carrière.

Ce constat d'échec s'explique à la fois par les milliers de suppressions de postes que connaît l'enseignement du premier degré, mais aussi par une politique de ressources humaines tournant le dos aux demandes des enseignants et se contentant d'acter les politiques menées par chaque recteur d'académie. Ainsi, 37 enseignants en situation de handicap n'ont pas eu satisfaction alors que leur demande devrait être traitée prioritairement. Les mutations au titre du rapprochement de conjoints, également priorité légale, sont pour la première fois en dessous du seuil des 50% de satisfaction (45,97 %), continuant la chute amorcée en 2011 (53,20 %) ; ce taux de satisfaction pour rapprochement de conjoint était de 65,30 % en 2010.

La politique menée par ce gouvernement détruit peu à peu l'école républicaine et dégrade les conditions de réussite des élèves et les conditions de travail des enseignants :

- suppressions massives d'emplois et des postes de RASED (Réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) avec près de 5000 postes d'enseignants spécialisés détruits depuis 2008 et 250 000 élèves des écoles privés d'aide spécialisée à la rentrée 2012 ;
- projet d'évaluation et d'avancement des enseignants qui constituerait un alignement par le bas des carrières et ne serait en rien une amélioration de la situation ;
- formation initiale supprimée et étudiants utilisés comme moyens de remplacement ;
- dégradation constante de la formation continue, du droit individuel à la formation ;
- difficultés signalées dans de nombreux départements à obtenir le paiement des frais de déplacement ;
- mise en place d'un jour de carence.

Sur tous ces points, il est urgent de changer d'orientation. Nous demandons le gel des suppressions d'emplois programmés pour la rentrée 2012. De même, nous exigeons que le dialogue social vanté dans la fonction publique soit une réalité dans notre ministère, afin de permettre à tous les niveaux, la prise en compte de l'avis des représentants du personnel et de leurs propositions fondées sur leur connaissance de la réalité des écoles et des spécificités du premier degré.